

Alors que la COP 25 commence le lundi 2 décembre à Madrid, Daniel Tanuro revient dans ce texte sur les COP successives, et sur une constante : leur incapacité à proposer des solutions conséquentes au réchauffement climatique.

La 25e Conférence des parties à la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP25) débutera dans quelques jours à Madrid. Ce sommet devait initialement se tenir à Santiago mais le président chilien a préféré renoncer. Les COP rassemblent couramment 10.000 personnes : il fallait éviter qu'elles puissent témoigner de la sauvage répression policière du soulèvement contre la politique ultra-libérale du gouvernement Piñera.

Pour rappel, la Convention cadre des Nations Unies a été adoptée lors du sommet de la Terre à Rio, en 1992. Elle fixe pour objectif aux Etats d'empêcher « une perturbation anthropique dangereuse » du climat de la Terre. Le suivi de cet engagement est censé être assuré par les Conférences des parties (COP), qui se réunissent annuellement depuis 1995. Celle de Madrid sera donc la vingt-cinquième.

Un bilan négatif de A à Z

Le bilan de ce processus est négatif de A à Z. De la COP1 à la COP24, les gouvernements se sont surtout évertués à trouver des moyens de ne pas réduire leurs émissions, ou de les faire réduire par d'autres, ou de faire semblant de les réduire en les délocalisant, ou d'obtenir de nouveaux marchés pour compensation de leur engagement à les réduire à dose homéopathique, ou de faire adopter l'idée absurde que ne pas abattre un arbre équivaut le fait de ne pas brûler de combustibles fossiles.

Le résultat de ces gesticulations est que les rejets annuels du principal gaz à effet de serre, le CO₂, sont plus de 60% supérieures au niveau de 1990 et augmentent encore plus vite aujourd'hui qu'au 20e siècle. Par voie de conséquence, la concentration atmosphérique en CO₂, qui était de 350 ppm^[1] en 1990, est de 415 ppm actuellement. Ce niveau est sans précédent depuis le Pliocène, il y a 1,8 millions d'années. À cette époque, le niveau des océans était 20 à 30 mètres plus élevé qu'aujourd'hui...

Crime contre l'humanité et la nature

Le texte adopté à Rio ne définissait pas le niveau de la « perturbation anthropique dangereuse ». Cette lacune majeure résultait des pressions des multinationales du pétrole, du charbon et du gaz, ainsi que des nombreux secteurs de l'économie capitaliste qui dépendent directement de ces sources fossiles d'énergie (automobile, pétrochimie, construction navale et aéronautique, etc.). Fidèlement relayés par les Etats à leur service, les grands groupes pétroliers et charbonniers ont en plus versé des millions de dollars à de pseudo-scientifiques chargés de répandre de grossiers mensonges climato-négationnistes dans l'opinion.

Depuis 1992, tout a été mis en oeuvre, sans le moindre scrupule, pour exploiter les réserves fossiles le plus longtemps possible et éviter ainsi l'éclatement d'une « bulle de

Environnement : de COP en COP, le cataclysme se

<https://www.contretemps.eu> **rapproche** **redaction**
carbone ». Les responsables de ces manœuvres, et leurs complices politiques, devraient être traduits en justice et condamnés pour crimes contre l'humanité et contre la nature.

Maximum 2°C ou 1,5°C?

Il a fallu attendre la COP21, un quart de siècle après Rio, pour qu'une décision soit prise concernant le niveau de réchauffement à ne pas dépasser. L'accord adopté dans la capitale française stipule en effet que la politique climatique a pour but de « maintenir la hausse de température bien au-dessous de 2°C tout en continuant les efforts pour ne pas dépasser 1,5°C ». Mais ce texte ambigu (quel est l'objectif: 2°C ou 1,5°C?) ne cite aucun moyen d'action et ne prévoit aucune sanction contre les pays qui ne font pas leur part de l'effort. Il ne cite même pas les combustibles fossiles, qui sont pourtant la cause principale d'augmentation de l'effet de serre!

Le rapport spécial du GIEC sorti en octobre 2018 ne laisse aucun doute[2] : contrairement à ce que les grands médias et les politiques nous serinent depuis plus de vingt ans, un réchauffement de 2°C serait beaucoup trop dangereux pour les non-humains et pour les humains. Un exemple parmi d'autres : la calotte glaciaire du Groenland contient une quantité de glace suffisante pour faire monter le niveau des mers de 7 mètres. Or, les spécialistes estiment que le point de non retour de sa dislocation se situe quelque part entre 1,5°C et 2°C de réchauffement...

Le spectre de la « planète étuve »

Il n'y a aucun congélateur où mettre le globe pour le refroidir. Autrement dit, une fois enclenchée, la dislocation du Groenland (ou de toute autre calotte glaciaire) sera impossible à arrêter avant que soit atteint un nouvel équilibre énergétique du système Terre. Dans l'intervalle, cette dislocation risque de provoquer un enchaînement de « rétroactions positives »[3] : transformation de l'Amazonie en savane, dislocation de glaciers géants de l'Antarctique[4], fonte irréversible du pergélisol... Un gigantesque effet domino climatique pourrait déboucher rapidement sur une hausse de 4 à 5°C de la température moyenne de surface de la Terre.

Les spécialistes craignent que cet emballement du réchauffement pousse le globe hors du régime relativement stable au sein duquel il oscille depuis 1,5 millions d'années (alternance de périodes glaciaires et interglaciaires). La Terre entrerait alors dans un nouveau régime, analogue à celui du Pliocène : la « planète étuve ». Il est impossible de se représenter un tel basculement mais une chose est absolument certaine : si notre espèce y survit, ce ne sera pas avec une population de sept ou huit milliards d'individus, et les pauvres seront à coup sûr les principales victimes du cataclysme - la principale « variable d'ajustement » (air connu)... L'immonde politique inhumaine à l'égard des migrant·e·s permet à chacun·e d'imaginer les contours de cette barbarie qui vient.

Rester sous 1,5°C, est-ce encore possible?

Le réchauffement est actuellement de 1,1°C environ par rapport à l'ère préindustrielle. Au rythme actuel des émissions, le cap des 1,5°C sera franchi vers 2040. Tout doit être mis en oeuvre pour empêcher qu'il le soit. Mais est-ce encore possible ? Ce n'est, hélas, pas certain. Pas certain du tout !

Le rapport 1,5°C du GIEC propose quatre scénarios indicatifs de stabilisation au-dessous du seuil de dangerosité (avec seulement une chance sur deux de succès !)[5]. Trois de ces quatre scénarios sont à rejeter. En effet, ils sont basés sur l'idée insensée d'un « dépassement temporaire » du 1,5°C suivi d'un refroidissement ultérieur réalisé grâce au déploiement de certaines technologies.

Dites « à émissions négatives », ces technologies sont censées retirer du carbone de l'atmosphère. Or, à supposer qu'elles fonctionnent (et à une échelle suffisante!)[6], à supposer aussi que le carbone retiré de l'atmosphère puisse être stocké en des lieux sûrs, d'où il ne s'échappera pas, la situation est à ce point tendue que le risque est réel de voir le « dépassement temporaire » provoquer des accidents irréversibles. Par exemple, l'amorce de la dislocation de la calotte groenlandaise... entraînant la chute des dominos qui conduirait à la « planète étuve » !

Le quatrième scénario permettrait de rester sous 1,5°C sans « dépassement temporaire », donc sans « technologies à émissions négatives ». Il implique une réduction draconienne des émissions mondiales nettes de CO₂: -58% d'ici 2030, -100% d'ici 2050, émissions négatives entre 2050 et 2100[7]. Ce scénario ne peut être accepté en l'état, car il implique (comme les autres) un fort développement de la part de l'énergie nucléaire (+50% en 2030, + 150% en 2050, soit environ 200 centrales supplémentaires, avec à la clé une augmentation considérable du risque de conflit nucléaire). On peut cependant en déduire que la décrue requise des émissions ne peut être accomplie sans une forte diminution de la consommation mondiale d'énergie (de l'ordre de 20% en 2030 et de 40% en 2050, voire davantage) et que cette diminution à son tour est inaccessible sans décroissance significative de la production et des transports[8].

Urgence d'un plan d'urgence

Il est trop tard pour éviter la catastrophe : elle grandit autour de nous. En attestent les vagues de chaleur plus intenses, les cyclones et typhons plus violents, la fonte accélérée des glaciers du Groenland et de l'Antarctique, l'élévation plus rapide que prévu du niveau des océans, les tempêtes et précipitations plus violentes, la perturbation des moussons, les incendies de forêt meurtriers et quantité d'autres phénomènes largement répercutés par les médias. Pour ne pas parler de la destruction très rapide de la biodiversité (en partie causée par le changement climatique) et sans oublier les autres facettes de la « crise écologique » (notamment la pollution par les produits chimiques de synthèse et par les nucléotides radioactifs).

Le bon sens le plus élémentaire - ou plutôt, l'instinct de survie! - commanderait d'élaborer au plus vite et dans la démocratie la plus large un plan mondial d'urgence pour sauver le climat et la biodiversité dans la justice sociale et la justice climatique, donc en réduisant radicalement les scandaleuses inégalités sociales créées par le néolibéralisme. Ce plan

devrait socialiser les secteurs de l'énergie et de la finance (sans indemnités ni rachat) car c'est le seul moyen de déverrouiller l'avenir climatique. Il devrait supprimer toutes les productions inutiles et nuisibles (les armes, par exemple!) et tous les transports inutiles, car c'est le moyen le plus simple de réduire drastiquement et très vite les émissions. Une marge de manœuvre serait ainsi dégagée pour investir dans l'efficacité énergétique (notamment par la rénovation/isolation des bâtiments) et pour construire un nouveau système énergétique basé à 100% sur les sources renouvelables.

Changer de paradigme : soin vs. production, besoins réels vs. profit

Dans le cadre du plan, l'agrobusiness, l'industrie de la viande, la pêche industrielle et la foresterie industrielle devraient être remplacés respectivement par l'agroécologie, l'élevage en prairie, la petite pêche et une foresterie écologique. Ces mutations profondes, qui s'inscrivent dans une perspective de souveraineté alimentaire et énergétique, permettraient à la fois de réduire substantiellement les émissions, de protéger la biodiversité, d'améliorer la santé et de créer des centaines de millions d'emplois utiles, chargés de sens.

Le plan implique un changement complet de paradigme. Le profit doit s'effacer devant les besoins réels, le productivisme doit céder la place au soin apporté aux humains et aux non-humains. Il s'agit de réparer les dégâts du capitalisme, du colonialisme et du patriarcat. Cela implique de donner au Sud global les moyens d'un développement sans carbone, d'offrir à tous les humains une sécurité sociale digne de ce nom, de garantir aux femmes l'égalité des droits ainsi que le contrôle sur leur fécondité, et d'étendre fortement le secteur public, parapublic et non-marchand. Assuré par la création de nouvelles activités et par la réduction très radicale du temps de travail à quinze heures/semaine (sans perte de salaire et avec baisse des rythmes de travail)[9], le plein emploi deviendrait une revendication à la fois écologique et sociale. Le partage du travail nécessaire est d'ailleurs indispensable afin que toutes puissent participer démocratiquement à la conception et à la réalisation du plan, ainsi qu'aux tâches domestiques.

Il n'y a pas d'issue à la crise systémique en dehors d'une alternative anticapitaliste. Pour arrêter la catastrophe et empêcher le cataclysme, il faut impérativement produire moins (produire pour les besoins réels), transporter moins (la plus grande partie des transports vise seulement à maximiser le profit des multinationales) et partager plus (en priorité, partager les richesses et répartir le travail nécessaire). Cette perspective écosocialiste est nécessaire aussi pour sortir de la crise civilisationnelle engendrée par le capital, car il n'y a pas de liberté possible dans la poursuite illusoire d'une consommation sans limites, construite sur une exploitation sans limites de la Terre et des humains. Le consumérisme n'est qu'une compensation misérable pour une existence misérable.

Rien à attendre des COP

Il va de soi que cette alternative ne peut découler des COP. Dans le cadre de ces sommets, en effet, les gouvernements tentent - au mieux! - de résoudre la quadrature du cercle : éviter le cataclysme tout en garantissant la poursuite de l'accumulation du capital et le

maintien du régime néolibéral (autrement dit, le régime nécessaire à l'accumulation dans un contexte de baisse du taux de profit et de surproduction généralisée). C'est pourquoi, en dépit des protocoles, des taxes carbone, des quotas d'émission échangeables, du « développement propre », de la « finance climatique », des COP annuelles et de tout ce tralala, l'accumulation capitaliste, comme un automate, continue imperturbablement d'entraîner l'humanité vers la « planète étuve ».

Plus d'un quart de siècle après Rio, de COP en COP, le cataclysme se rapproche. La COP25 n'inversera pas la tendance. Un des principaux points en débat concernera le nouveau « mécanisme de marché » prévu dans l'accord de Paris (article 6). Ce mécanisme devrait englober et étendre les dispositifs – très largement bidons – de « compensation carbone » mis en place depuis le protocole de Kyoto (« Mécanisme de développement propre » et « Mise en oeuvre conjointe », auxquels s'ajoutent les programmes REDD et REDD+). Les débats inachevés sur la concrétisation de l'article 6 de Paris, à la COP24 (Katowice), ont montré que l'enjeu est toujours le même : annuler d'une main, en pratique, les engagements de principe que l'on a signés de l'autre.

L'échec du capitalisme vert, l'impasse d'un système

Les médias ont salué le succès de la COP21. En réalité, les gouvernements ont échoué sur la question clé, celle qui conditionne la réponse au défi climatique dans le cadre du marché : la fixation d'un prix mondial du carbone. Cet échec ne sera pas facile à rattraper. Quatre ans après Paris, une publication du FMI est significative de l'impasse. Les auteurs écrivent que le changement climatique pourrait causer « à l'extrême, l'extinction humaine ». Malheureusement, enchaînent-ils, « l'écart important entre les rendements privés et sociaux des investissements à faibles émissions de carbone persistera probablement à l'avenir, les voies futures de taxation et de tarification du carbone étant très incertaines, notamment pour des raisons d'économie politique (sic). Cela signifie qu'il ne manque pas seulement un marché pour la mitigation actuelle du climat parce que les émissions de carbone ne sont pas tarifées, mais aussi des marchés pour la mitigation future, ce qui est important pour le rendement des investissements privés dans les technologies, infrastructures et capitaux d'atténuation du climat. »[\[10\]](#).

Traduction de ce charabia technocratique : il faudrait agir pour éviter la disparition de l'humanité mais ce n'est pas rentable ; l'écart de rendement entre la survie des 99% et les profits du 1% « persistera probablement » car il n'y a pas de pouvoir mondial capable d'imposer un prix du carbone mettant tous les capitalistes à égalité dans la course au profit. Donc on ne fait rien. On ne peut imaginer plus belle illustration du fait que le capitalisme n'a plus rien d'autre à offrir que la destruction et la mort.

L'incapacité des gouvernements face à la crise écologique, climatique en particulier, n'est pas le résultat d'une fatalité mystérieuse, ou de la perversité de la nature humaine, mais le résultat de cinq facteurs structurels : le productivisme congénital du capitalisme empêche de produire moins; le régime néolibéral d'accumulation empêche de concevoir un plan public; la contradiction entre l'internationalisation du capital et le caractère national des Etats empêche d'appréhender le défi globalement; la crise de leadership impérialiste empêche d'assurer ne fût-ce qu'un minimum d'ordre dans le désordre capitaliste (ce facteur est de surcroît aggravé par le climato-négationnisme de Donald Trump); enfin, la crise de la démocratie bourgeoise basée sur la démagogie électoraliste empêche de

Environnement : de COP en COP, le cataclysme se rapproche redaction
<https://www.contretemps.eu>
regarder au-delà d'un délai de trois ans. Tout cela est le produit du système capitaliste en phase terminale qui, comme disait Marx, « épuise les deux seules sources de toute richesse : la Terre et la travailleuse/le travailleur ».

Fin du monde, fin du mois, un même combat écosocialiste

Penser qu'une société basée sur l'exploitation du travail, le racisme, le patriarcat, l'homophobie, l'arrogance coloniale, la violence, l'abus de pouvoir et le creusement des inégalités pourrait entretenir des relations respectueuses, soigneuses, collaboratives, pacifiques et prudentes avec (le reste de) la nature est absurde. Comment croire que nous serions capables de ne pas infliger aux autres êtres vivants ce que nous tolérons qu'on nous inflige ? Comment imaginer qu'un système qui exploite quotidiennement la force de travail renoncerait à piller d'autres richesses naturelles ? Comment supposer qu'une société puisse respecter les « services » que lui rend la nature quand elle méprise les services réalisés gratuitement par la moitié de l'humanité, les femmes, dans le cadre de la reproduction sociale ?

On ne changera pas de fond en comble les relations entre humanité et nature sans changer de fond en comble les relations entre humains. Prendre soin de nous-mêmes d'une façon digne de notre humanité est la condition *sine qua non* pour prendre soin de ce à quoi nous appartenons.

« Fin du monde, fin du mois : même ennemi, même combat » : lancé dans les rassemblements qui ont vu la convergence des Gilets jaunes et des manifestant·e·s pour le climat, en France, ce slogan exprime le fond de la question : les luttes contre les destructions sociales et les luttes contre les destructions écologiques sont les deux dimensions d'un même combat écosocialiste. L'issue ne réside pas dans les pressions sur les COP. Elle réside dans la convergence des luttes des exploité·e·s et des opprimé·e·s pour un autre monde nécessaire, possible et désirable.

Ce texte a été publié initialement par l'organisation belge [Gauche anticapitaliste](#) au sein de laquelle il milite.

Notes

[1] Les parts par million (ppm) sont une unité de concentration. 350 ppm de CO₂ signifie que, sur un million de molécules, 350 sont des molécules de CO₂. Pendant les 800.000 années qui ont précédé le 20e siècle, la concentration en CO₂ oscillait entre 220 et 280 ppm.

[2] GIEC, rapport spécial 1,5°C.

[3] On appelle ainsi des effets du réchauffement qui accélèrent le réchauffement.

[4] Les glaciers Thwaites et Totten (respectivement Antarctique Ouest et Est), déstabilisés, contiennent assez d'eau pour faire monter le niveau des mers de 7,5m environ.

[5] GIEC, rapport spécial sur les 1,5°C, résumé pour les décideurs.

[6] La plus mature des technologies à émissions négatives est la bioénergie avec capture et séquestration du carbone. Retirer par ce moyen moins de 10% des émissions annuelles de CO₂ nécessiterait de consacrer 20% environ de la surface agricole à la culture de biomasse...

[7] Pour respecter les « responsabilités différenciées » entre Nord et Sud, 58% de réduction mondiale implique des réductions de l'ordre de 65% dans les pays « développés ».

[8] Pour la consommation d'énergie, le GIEC cite les chiffres de -15% en 2030 et -32% en 2050. Ils sont sous-estimés car basés sur l'hypothèse d'une forte augmentation du nucléaire dans le « mix énergétique » (+59% en 2030, +150% en 2050 - soit à peu près 200 centrales supplémentaires). Si on exclut le nucléaire (et il faut l'exclure!), la réduction de la consommation mondiale d'énergie devrait plutôt être de l'ordre de 20% en 2030 et de 40% en 2050. De toute manière, une telle réduction nécessite une réduction substantielle de la production et des transports.

[9] Toutes autres choses restant égales, le nombre maximum d'heures de travail à l'emploi compatible avec le budget carbone résiduel serait de 16 heures/semaine dans les pays de l'OCDE (pour un budget carbone 2°C). Philipp Frey, « The ecological limits of work », Autonomy, April 2019.

[10] IMF WP/19/185, Sept 2019.